Par e-mail : https://www.lalibre.be/economie/2023/12/02/benoit-quittre-president-des-ecopreneurs-belges-preserver-le-systeme-actuel-nest-pas-compatible-avec-les-limites-planetaires-AOX2366X5JCMPL6UAFZ57PVU6Y/

Benoît Quittre, président des "écopreneurs" belges: "Préserver le système actuel n’est pas compatible avec les limites planétaires"

L’ouverture de la Cop 28 et les élections belges de 2024 donnent du grain à moudre aux entrepreneurs qui veulent apporter une réponse concrète à la crise climatique. Rencontre avec le président de Kaya, la coalition belge des écopreneurs.

Pierre-François Lovens Journaliste service Economie

- Publié le 02-12-2023

Après avoir travaillé plusieurs années dans le secteur pharmaceutique, Benoît Quittre s’est détourné du monde entrepreneurial classique, où le profit l’emporte sur tout autre objectif, pour s’engager dans un entrepreneuriat soucieux d’avoir aussi une contribution positive sur l’environnement et le bien-être. Depuis un an et demi, ce diplômé en gestion et marketing international d’HEC Liège préside la coalition belge des “écopreneurs” Kaya.

”*Nous portons, de façon directe et indirecte, la voix d’environ 500 entreprises et nous avons une centaine de membres actifs”*. Parmi les membres, on trouve des entreprises comme Galler, Ecosteryl, Gramitherm, Urbike et Triodos. Face aux défis climatiques, environnementaux et sociétaux, ces écopreneurs belges plaident pour un changement de paradigme afin, disent-ils, de rendre l’économie compatible avec les limites planétaires.

Encore peu connue, l’ASBL Kaya se montre de plus en plus active sur le terrain. Début octobre, elle avait réuni les principaux partis francophones pour tester une série de propositions en vue des multiples élections de 2024. Mi-novembre, Kaya avait organisé la soirée inaugurale de la *Shifting Week* bruxelloise. Si certaines fédérations patronales ne regardent pas ces entrepreneurs en transition d’un bon œil, d’autres acceptent le dialogue. C’est le cas de Pierre Mottet, président de l’Union wallonne des entreprises, ou de Caroline Cleppert, la nouvelle secrétaire générale des Classes moyennes (UCM). “*Nous avons une démarche très collaborative,* insiste Benoît Quitte. *Nous cherchons des points de convergence”*. Les écopreneurs ont notamment des échanges avec Be Impact (ex-Solifin), The Shift (communauté dédiée au développement durable), Canopea (fédération d’associations environnementales), 2030 (collectif de CEO et d’administrateurs belges qui veut répondre aux défis du XXIe siècle et contribuer à une société prospère, juste et inclusive à l’intérieur des limites planétaires)…

Accords de Paris et Green Deal : les actes ne suivent pas

L'ouverture, jeudi, de la Cop 28 aux Émirats arabes unis a été suivie de près par le président de Kaya. "*Nous avons un vrai problème avec la Cop 28 et, de façon générale, avec les accords sur le climat,* entame Benoît Quittre. *D'après un rapport des Nations unies publié le 8 novembre, les gouvernements des grands pays producteurs de combustibles fossiles prévoient, en 2030, une production deux fois supérieure à ce qui serait compatible avec les accords de Paris* (limitation du réchauffement à 1,5 °C, NdlR). *Cela signifie qu'aujourd'hui, les États continuent à se comporter comme si ces accords n'existaient pas. Si on regarde le Green Deal européen, que voit-on ? Malgré les bonnes intentions du départ, les États sont en train de faire marche arrière. Tous les projets sont progressivement vidés de leur substance. On l'a vu avec le glyphosate et la restauration de la nature. La Belgique continue, pour sa part, à subventionner, à hauteur de 12 milliards d'euros par an, les énergies fossiles. On n'y est donc pas du tout !"*.

Sans forcément se joindre aux voix ayant appelé à boycotter la Cop 28, la coalition des écopreneurs belges estime qu'il est temps de prendre une autre voie et de changer le système de croissance, "*capitaliste et consumériste"*, dans lequel le monde évolue. *"Aujourd'hui, on se trouve dans une situation où on tente de maintenir ce système en faisant croire qu'en prenant des engagements et des normes par-ci par-là, on va sortir de la crise climatique. Préserver le système économique actuel n'est tout simplement pas compatible avec les limites planétaires. De ce point de vue, les Cop, telles qu'elles fonctionnent aujourd'hui, font fausse route"*.

Les entrepreneurs vertueux sont marginalisés

La seule option possible, tranche le président de Kaya est de booster les éco-entreprises et l'économie régénérative pour en faire le modèle de référence. "*Jacques Crahay* (ancien CEO du groupe Cosucra et ex-président de l'UWE*), lors de la clôture de la Shifting Week à Bruxelles, expliquait très justement que, dans le système économique actuel, il y a une prime au vice. Cette prime nous conduit à des situations où il est moins cher de prendre l'avion que le train. Dans le système économique actuel, celui qui essaie d'entreprendre de façon vertueuse est voué à rester à la marge du monde entrepreneurial alors qu'il devrait être un modèle à suivre"*.

Pour les écopreneurs, le changement de modèle passe par une redéfinition de la notion même de "valeur" de l'entreprise. "*Nous sommes convaincus que les entreprises se portent mieux quand elles se donnent une mission qui fait sens. Quand une entreprise se donne une mission contribuant au bien commun, cela rejaillit positivement sur l'état d'esprit et les performances de toutes les parties prenantes (collaborateurs, clients, fournisseurs, etc.). L'enjeu n'est pas celui de la croissance ou de la décroissance. Il faut sortir de ce débat contre-productif. Il faut qu'on puisse évaluer une entreprise à sa vraie valeur, c'est-à-dire en mesurant sa contribution économique et financière, mais aussi sociétale et environnementale. C'est de cette manière qu'on fera bouger les lignes"*.

La responsabilité est collective, insiste Benoît Quittre. Sans encore dévoiler les propositions sur lesquelles des "groupes de plaidoyer" de Kaya travaillent actuellement en vue des élections de 2024, Benoît Quittre avance l'idée de "trajectoire de transition" comme outil de pilotage des politiques de transition et de transformation des entreprises. "*Cet outil permettrait, à chaque entreprise, d'évaluer ses impacts négatifs et de se fixer des objectifs pour les limiter. De cette façon, chaque entreprise serait amenée, en fonction de ses spécificités, à faire sa part de l'effort collectif et de le planifier"*. Les entreprises adoptant une trajectoire de transition pourraient bénéficier d'un soutien, par exemple sous la forme d'un accompagnement et d'un accès privilégié aux marchés

publics. “*Une mesure de ce type permettrait de créer une tout autre dynamique à celle qui, actuellement, impose aux entreprises de devoir se mettre en conformité avec des règles ou des normes*